



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## catégorie A

Question écrite n° 77842

### Texte de la question

M. Marcel Bonnot attire l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur les préoccupations exprimées par les infirmières de l'éducation nationale dans le contexte du projet de loi sur la rénovation du dialogue social dans la fonction publique et plus précisément sur son article 30 relatif à la revalorisation en catégorie A de la profession d'infirmière. Les infirmiers scolaires estiment que la rédaction actuelle de l'article 30 du projet de loi ci-dessus évoqué écarte leur profession du bénéfice des dispositions prévues, alors même qu'ils représentent 90 % du personnel infirmier de la fonction publique d'État. Dans ces conditions, il souhaite savoir si des mesures particulières peuvent être envisagées pour rétablir la situation.

### Texte de la réponse

La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique a été publiée au Journal officiel de la République française du 6 juillet 2010. L'article 37 prévoit notamment le classement en catégorie A des emplois des corps et cadre d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux ainsi que du corps des cadres de santé relevant de la fonction publique hospitalière, et un droit d'option individuel (opter soit en faveur du maintien en catégorie B, avec conservation des droits liés au classement dans la catégorie active, soit en faveur de l'intégration dans les corps ou cadres d'emplois classés et catégorie A). La revalorisation prévue par l'accord du 2 février dernier, signé entre la ministre chargée de la santé et les partenaires sociaux, prendra effet au 1er décembre 2010, après exercice d'un droit d'option de 6 mois qui courra, de fait, jusqu'en février 2011. La situation de l'ensemble des corps infirmiers n'étant pas homogène, la transposition aux autres corps infirmiers de cette réforme doit être nécessairement adaptée. La préoccupation du Gouvernement est d'assurer entre les différentes populations concernées un traitement équitable, et de trouver pour chacune d'entre elles un point d'équilibre satisfaisant. À cet égard, il apparaît qu'une réflexion portant sur les missions dévolues aux personnels infirmiers et en particulier aux infirmiers scolaires doit être engagée. Elle doit faire l'objet de discussions avec le ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique qui assure le pilotage de ce dossier, lequel concerne également la fonction publique territoriale, où les situations sont plus diverses encore. Les corps infirmiers des trois fonctions publiques ne sont pas régis par les mêmes textes statutaires et ne se trouvent pas dans la même situation. Des décalages dans le temps ont été admis par le passé lorsqu'il s'est agi de mettre en oeuvre des réformes concernant ces personnels. Ils s'avèrent nécessaire dès lors qu'une adaptation de la réforme, prenant en compte les spécificités de chacun, doit être prévue. La préoccupation du Gouvernement est en tout état de cause de renforcer les possibilités de mobilité qui ont notamment permis aux personnels hospitaliers de poursuivre leur carrière dans la fonction publique d'État ou la fonction publique territoriale.

### Données clés

**Auteur :** [M. Marcel Bonnot](#)

**Circonscription :** Doubs (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question** : 77842

**Rubrique** : Fonction publique de l'état

**Ministère interrogé** : Santé et sports

**Ministère attributaire** : Éducation nationale

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 4 mai 2010, page 4904

**Réponse publiée le** : 28 septembre 2010, page 10595